



Non, Monsieur Le Maire, l'État ne doit pas gérer sa dette comme un ménage

Le discours prononcé par Bruno Le Maire lors de la passation des pouvoirs au Ministère de l'Économie ne laisse planer aucun doute sur la voie qu'entend emprunter le nouveau locataire de Bercy. Pour lui, *"dans une famille, on ne dépense pas plus d'argent qu'on en gagne. Je souhaite qu'en France, ce soit exactement la même chose"*

Le discours prononcé par Bruno Le Maire lors de la passation des pouvoirs au Ministère de l'Économie ne laisse planer aucun doute sur la voie qu'entend emprunter le nouveau locataire de Bercy. Pour lui, *"dans une famille, on ne dépense pas plus d'argent qu'on en gagne. Je souhaite qu'en France, ce soit exactement la même chose"*¹. Deux conclusions peuvent être tirées d'une telle déclaration.

Tout d'abord, le nouveau ministre est partisan d'une austérité budgétaire forcenée puisque ce n'est pas l'objectif d'un déficit budgétaire limité à 3% du PIB qui est visé mais bel et bien celui d'un budget en équilibre (objectif que François Bayrou souhaitait en son temps intégrer dans la Constitution). Le changement annoncé consiste donc à intensifier les politiques qui ont échoué. Mais, surtout, Bruno Le Maire nous révèle en une phrase sa totale incompétence en matière économique (à moins que cela ne soit la marque d'une manipulation préméditée).

L'austérité budgétaire est une croyance très ancrée chez ceux que l'on peut appeler les intégristes économiques². Pour eux, l'État doit être géré *"en bon père de famille"* et donc, comme un ménage, veiller à ne pas être durablement en déficit afin de ne pas creuser une dette publique assimilée au Diable. Ainsi, le dogme des fanatiques de l'austérité repose sur un principe supposément de bon sens – dont l'adage populaire *"qui paie ses dettes s'enrichit"* serait la traduction – mais en réalité totalement faux. Car, non seulement l'action de l'État ne peut se réduire à celle d'un ménage mais le regard posé sur la dette publique est totalement (et volontairement ?) biaisé.

Tout d'abord, l'État, contrairement à un ménage, a une durée de vie infinie, ce qui lui permet de faire *"rouler"* sa dette, c'est-à-dire de rembourser une dette ancienne par une nouvelle, ce qui n'est durablement pas possible pour un ménage qui doit, tôt ou tard, rembourser les siennes. Le principal problème qui se pose à l'État est d'être en mesure de payer les intérêts sur ses dettes afin d'asseoir la confiance de ses créanciers qui lui renouvelleront ainsi plus facilement leur concours. Et cela sera d'autant plus facile si la richesse créée dans l'économie est supérieure à la charge d'intérêts à rembourser ou, pour le dire autrement, si le taux de croissance est supérieur au taux d'intérêt sur la dette, condition nécessaire d'une dette soutenable.

¹ <https://www.economie.gouv.fr/video-passation-des-pouvoirs-au-ministere>.

² L'intégrisme économique peut être défini comme l'instrument du pouvoir exercé par une minorité à son propre profit. Il regroupe les défenseurs zélés des politiques économiques libérales, adeptes du TINA (There Is No Alternative) popularisé autrefois par Margareth Thatcher. Voir Eric Berr, *L'intégrisme économique*, Les Liens qui Libèrent, 2017. La suite de ce texte emprunte d'ailleurs à ce livre.

La seconde différence majeure est que l'État, via sa politique fiscale, est en mesure d'agir sur le montant de ses recettes et peut ainsi les fixer au niveau qu'il juge compatible avec son endettement, ce qu'un ménage – sauf s'il est une star du football ou un patron d'une entreprise du CAC40 – ne peut faire. Et c'est cette capacité à lever l'impôt qui fonde la capacité de l'État à s'endetter, montrant ainsi que la dette publique est aussi, et peut-être principalement, une question de répartition de la richesse produite.

La plus grande mystification tient toutefois dans le fait que les intégristes économiques considèrent la dette publique uniquement comme un coût, ce qui leur permet de la frapper d'anathème en affirmant par exemple que chaque nouveau né en France hériterait d'une dette d'environ 30000 euros. Avec une malhonnêteté assumée, ils "oublient" qu'en face de chaque dette (le passif) il y a un actif. Si on intègre les actifs financiers (actions d'entreprises) et réels (bâtiments, routes, etc.) de l'État, nous ne laissons pas une dette à nos enfants mais bien un patrimoine public d'environ 5000 euros par personne³. Contrairement à ce qu'affirmait encore Pierre Moscovici sur France inter dimanche 21 mai⁴, la dette publique ne pèse pas sur l'avenir de nos enfants.

En finançant les infrastructures et les services publics sur le long terme, la dette publique participe à l'amélioration du bien-être collectif. En soutenant la demande à court terme, elle permet de limiter les effets récessifs d'une crise, en particulier sur les plus pauvres, et favorise la reprise de l'activité économique. En réalité, ce n'est donc pas tant le niveau de la dette qui pose problème que son coût et son utilisation, et c'est valable également pour la dette privée qui est bizarrement ignorée par les intégristes économiques alors qu'elle représente pourtant plus de 120% du PIB en France⁵.

L'accent mis sur les seuls risques d'une dette publique trop importante trahit l'approche prédatrice des intégristes économiques, dont Bruno Le Maire est un brillant serviteur. Prôner l'austérité budgétaire impose à l'État de se désengager d'un certain nombre d'activités, dont certaines très rentables au demeurant, qui vont bénéficier à des intérêts privés "amis". Pensons à la privatisation des autoroutes, secteur pourtant rentable pour l'État, organisée en 2006 par Dominique de Villepin. Mais pensons également aux attaques subies par la protection sociale, les hôpitaux ou encore l'éducation, autant de services publics que les intégristes économiques souhaitent privatiser, officiellement sous couvert d'une "saine gestion" des deniers publics, en réalité parce qu'ils représentent de juteux marchés à conquérir pour ces intérêts privés "amis".

Emmanuel Macron a mis l'accent sur la compétence de ses ministres dans leurs domaines d'action. Bruno Le Maire semble ne pas être à sa place.

Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart.

Ses contenus n'engagent pas la rédaction.

Le fil du blog

- **Petit guide de déradicalisation économique à usage électoral** 26 févr. 2017
- **Les Économistes atterrés démasqués par Messieurs Cahuc et Zylberberg** 30 oct. 2016

³ *Nouveau Manifeste des économistes atterrés*, Paris, Les Liens qui Libèrent, 2015, p.108.

⁴ <https://www.franceinter.fr/emissions/questions-politiques/questions-politiques-21-mai-2017>.

⁵ Rappelons à cet effet que la crise des *subprimes*, dont nous subissons toujours les effets, est à l'origine une crise de la dette privée.